

## ANNEXE

### A propos des données utilisées

Longtemps isolés du reste des marchés mondiaux par l'inconvertibilité de leurs monnaies et leur absence des principales organisations économiques multilatérales — FMI, Banque mondiale, GATT...<sup>(1)</sup> —, les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)<sup>(2)</sup> ont développé un système de comptabilité nationale sensiblement différent de celui en vigueur dans les pays occidentaux, à la fois pour des raisons idéologiques et pour des raisons pratiques liées à la planification centralisée ; les chiffres sont donc difficilement comparables. En outre, des pratiques volontaristes, courantes avant l'ère de la « transparence » (*glasnost*) qui a permis d'en prendre plus amplement conscience, entachent la fiabilité de nombreuses données. Pourtant, si médiocres qu'elles soient, ces informations statistiques sont les seules dont on dispose. Il convient de les interpréter avec la plus grande prudence et cette note a pour objet d'explicitier, succinctement, les principaux concepts et leurs limites.

#### Les sources

En général, les données sont construites à partir des sources statistiques nationales et des annuaires statistiques du CAEM, à l'exception de celles concernant les échanges extérieurs avec les pays non-socialistes (données OCDE).

Toutes les sources utilisées ici sont de seconde main. La plupart (ONU, CEDUCEE) se contentent de reprendre les chiffres nationaux à l'identique ; certaines (CIA, PlanEcon, Economist Intelligence Unit) appliquent des corrections, soit pour convertir les concepts de la comptabilité socialiste en concepts utilisés dans le système de comptabilité nationale (SCN) des pays développés — PNB/PIB, Valeur ajoutée... —, soit pour rectifier des évolutions de données jugées peu fiables. Dans ce dernier cas, les méthodes de correction sont souvent sommaires, peu explicites, et la fiabilité des résultats n'est pas évidente.

#### Quelques précisions sur les données de production et de revenu

Le principal agrégat de produit national utilisé est le produit matériel net (PMN)<sup>(3)</sup>. Il s'agit d'un agrégat de valeur ajoutée, excluant les consommations intermédiaires des branches, donc conceptuellement proche du PIB des comptabilités nationales occidentales. PMN et PIB diffèrent par le traitement des

---

(1) A ce jour, seule l'URSS n'est pas encore membre de ces institutions.

(2) Tous les pays étudiés ici, à l'exception de la Yougoslavie, qui est membre associé. Les autres pays membres à part entière sont : l'Albanie, Cuba, la Mongolie et le Vietnam. En outre, de nombreux PED ont un statut d'association avec le CAEM.

(3) La Yougoslavie utilise le concept de produit social brut, proche de celui de PIB, si ce n'est la couverture des activités (voir plus loin).

taxes et le mode de calcul. Mais la différence essentielle tient au champ couvert : alors que le PIB occidental prend en considération la valeur ajoutée de l'ensemble des branches, marchandes et non marchandes, le PMN exclut la valeur ajoutée des branches « non matérielles », ou plus précisément « non productives », selon une distinction chère à l'analyse économique marxiste, dont l'origine remonte en réalité à Adam Smith et aux économistes classiques. Le principe général est d'exclure de l'agrégat de revenu national toutes les activités de services « improductifs », c'est-à-dire les services aux ménages ; les services « productifs » sont, au contraire, comptabilisés dans le PMN.

Toutefois ce principe est diversement appliqué selon les pays. En particulier, les transports de voyageurs et les communications au service des ménages sont inclus dans le PMN de tous les pays étudiés, à l'exception de l'URSS et de la Tchécoslovaquie. Inversement, alors que les restaurants sont partout inclus, les hôtels sont exclus du PMN de tous les pays, hormis la Yougoslavie. Parmi les branches exclues du PMN et incluses dans le PIB occidental, les plus importantes sont : le logement, les services médicaux, l'enseignement, les finances et assurances, les activités de loisir et autres services individuels. Le commerce — gros et détail — est inclus partout, sauf le commerce de détail en Yougoslavie.

Au contraire des agrégats de produit national, les statistiques de production industrielle et de production agricole sont des chiffres de production brute, les consommations intermédiaires étant alors comptabilisées à chaque stade du processus de production.

Les données en valeur sont établies à partir des prix officiels dans tous les pays, à l'exception de la Hongrie, de la Pologne et de la Yougoslavie, où les comptes nationaux utilisent, depuis plusieurs années, des prix de marché. Dans tous les autres pays, les indices de prix officiels sous-estiment considérablement, mais à des degrés divers difficilement estimables, l'inflation, à cause surtout de la surévaluation de la qualité des « produits nouveaux », qui permettent aux entreprises des hausses de prix sous couvert de pseudo améliorations qualitatives. L'utilisation de ces indices de prix comme déflateurs dans le passage des agrégats en valeur aux agrégats en volume, conduit à une surestimation de la croissance réelle de ces économies, notamment au cours des années récentes où l'inflation effective — non officiellement mesurée — s'est accélérée<sup>(4)</sup>. De même, la fiabilité des données concernant la structure du PMN — par origine et par utilisation — est affectée par l'utilisation des prix officiels, reflétant plus ou moins bien les véritables prix relatifs et en aucun cas comparables à ceux des économies occidentales<sup>(5)</sup>. Rappelons enfin que ni l'activité des services « non productifs », ni les dépenses militaires ne sont mesurées de manière précise dans les comptabilités nationales officielles.

## Emploi et productivité des facteurs

Le travail étant un droit et un devoir, inscrit comme tel dans les constitutions des régimes socialistes, il ne saurait y avoir de chômage, si ce n'est frictionnel. Les données d'emploi coïncidaient donc, jusqu'à la période récente, avec celle de population active, elle-même égale à la population « apte à

---

(4) Les économistes — et même certains officiels — soviétiques ont récemment admis l'existence d'un tel biais dans les chiffres de croissance des années récentes. Certains organismes occidentaux, comme PlanEcon, publient des estimations d'inflation pour ces pays.

(5) Voir les comparaisons de prix de certains produits de consommation dans : U.N., E.C.E., *Economic Survey of Europe, 1989-1990*, mai 1990.

travailler », moins les « handicapés et cas sociaux », les « criminels », les femmes ayant temporairement interrompu leur activité professionnelle pour prendre soin de leurs enfants (peu nombreuses : les taux d'activité féminins sont très élevés partout, sauf en Pologne), les étudiants...

Les évaluations nationales de l'emploi et de sa structure s'appuient généralement sur des recensements périodiques. Les procédures visent à convertir en équivalent « plein-temps » les observations fondées sur les présences. Les chiffres ne sont donc pas comparables aux données occidentales. Conséquence naturelle du plein emploi garanti, la pénurie de main-d'œuvre à laquelle sont, en permanence, confrontées les entreprises assurées de pouvoir, en toute circonstance, honorer leurs charges salariales, a conduit à une généralisation des pratiques de « thésaurisation de main-d'œuvre » ; d'où l'existence, partout, de sureffectifs, aujourd'hui largement admise par les économistes et les autorités de ces pays.

Les données de productivité — du travail et du capital — ne couvrent que la sphère matérielle de l'économie. Elles sont donc plus proches du concept de productivité dans l'industrie que de la productivité dans l'ensemble de l'économie des pays occidentaux, aux différences de mesure près (évoquées plus haut). L'exclusion de la sphère non matérielle (services) conduit à gonfler les chiffres d'accroissement, la productivité dans les services — marchands et non marchands — étant notoirement difficile à évaluer et sa croissance mesurée généralement faible dans les pays occidentaux.

La variation de la productivité du capital est estimée à partir d'une mesure de la variation du stock de capital productif dans la sphère matérielle. Une telle mesure, déjà fort conventionnelle dans les pays à économie de marché, l'est encore davantage dans les pays étudiés ici : les données d'investissement en volume sont, en effet, gonflées par l'usage de prix sous-évalués ; les délais d'installation considérables des équipements distendent le lien entre flux d'investissement mesuré et stock de capital installé ; enfin les taux d'obsolescence et de déclassement sont fixés, conventionnellement, à des niveaux extrêmement bas, souvent irréalistes. Globalement donc, le volume du stock de capital productif est très surestimé, de même que sa croissance.

## **Revenus réels et niveaux de vie**

Les chiffres de PNB par tête sont construits à partir des estimations occidentales de produit national (Maddison, 1989 ; OCDE, 1990b). Les comparaisons internationales des données converties aux taux de change courants ne sont pas fiables, en raison de l'existence de système de prix intérieurs totalement arbitraires et de taux de change officiels souvent fort éloignés des taux de marché. Celles des données construites à l'aide des parités de pouvoir d'achat donnent une meilleure indication des niveaux de vie, mais sont entachées d'une grande incertitude dans la définition des paniers de consommation.

La sous-estimation systématique de l'inflation dans certains des pays étudiés rend les données de revenu réel par tête et de salaire réel moyen très peu fiables, surtout dans les années récentes. En outre, la généralisation des pénuries et des rationnements, de même que celle des rémunérations en nature — accès au logement, à certains biens rares... — fait de la variation des revenus monétaires, même corrigés de la hausse officielle du prix, un indicateur particulièrement impropre à rendre compte de l'évolution réelle du niveau de vie.

## Les échanges extérieurs

Les données concernant les échanges extérieurs — marchandises et flux financiers — avec les pays développés occidentaux sont, comparativement, les plus fiables, étant, pour la plupart, de sources occidentales (OCDE notamment). Celles retraçant les échanges entre pays membres du CAEM sont beaucoup plus difficiles à interpréter, en raison de l'utilisation, dans ces échanges bilatéraux, de prix souvent très différents des prix mondiaux<sup>(6)</sup>, parfois purement arbitraires et assimilables à des rapports de troc, et de taux de change en « roubles transférables » sans lien avec des cours de marché. Les monnaies de ces pays étant, en pratique, inconvertibles entre elles et les encaisses en « roubles transférables » en fait non transférables, les balances bilatérales sont généralement proches de l'équilibre, les surplus commerciaux étant jugés indésirables.

Les données d'endettement extérieur sont extraites de OCDE (1990a).

## Références bibliographiques

- CEDUCEE, 1986 : « Panorama de l'Europe de l'Est », *Courrier des pays de l'Est* n° 309-310-311, et « Mise à jour 1990 » ; *La documentation française*, Paris.
- MADDISON A., 1989 : *The World Economy in the 20<sup>th</sup> Century*, Development Centre Studies ; OCDE, Paris.
- OCDE, 1990a : *Financial Market Trends*, n° 45, février.
- OCDE, 1990b : *Perspectives économiques*, n° 47, juin.
- U.N., ECE : *Economic Survey of Europe*, différentes années, en particulier 1984-1985 (champ des activités incluses dans le PMN).

---

(6) De 1975 à 1989, les prix des principaux produits échangés à l'intérieur de la zone CAEM — et singulièrement ceux des produits pétroliers — ont été établis sur la base d'une moyenne mobile des cours mondiaux au cours des cinq années précédentes. Ainsi les chocs pétroliers de 1974 et 1979-1980 n'ont-ils fait sentir leurs effets qu'avec retard, tandis qu'inversement, la chute des cours de 1986 n'a pas pleinement bénéficié aux pays importateurs de la zone. Jusqu'en 1989, les prix du pétrole dans le CAEM baissaient et étaient devenus inférieurs aux cours mondiaux.